

<https://ricochets.cc/Le-gouvernement-putchiste-Barnier-Macron-Le-Pen-devrait-tomber-bientot-8030.html>



Le gouvernement putchiste Barnier/Macron/Le Pen devrait tomber bientôt

- Les Articles -



Publication date: lundi 2 décembre 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le gouvernement a beau être aux ordres du RN, ce dernier fait la fine bouche (ou, plus probablement, suit une stratégie politicienne) et devrait voter cette fois la motion de censure qui va être déposée par la gauche. Ce qui fera alors chuter tout le gouvernement, bloquera le nouveau budget, et entraînera une forme de statu quo pour quelque temps.

Les patrons et les marchés boursiers sont fébriles, c'est bon signe.

Ca va nous faire du bien de ne pas avoir de gouvernement, une petite pause dans un océan d'ordures. Et puis ça nous économisera peut-être quelques frais de bouche et de déplacements en jet durant quelques semaines.

L'occasion de revoir les stratégies et tactiques dans le large « camp de gauche » au lieu de continuer à s'enliser dans l'impasse électoraliste et réformiste, et dans [un anticapitalisme tronqué qui rejoint en partie le Â« producerisme Â» de l'extrême droite](#) ?



Le gouvernement putchiste Barnier/Macron/Le Pen devrait tomber bientôt

Avis de tempête : le gouvernement Barnier va tomber

C'est officiel, sauf très improbable retournement de situation, la France va finir l'année sans gouvernement.

Le Premier Ministre Michel Barnier vient d'enclencher, ce lundi 2 décembre, le 49.3 pour imposer, sans le vote des députés, la loi de financement de la sécurité sociale. Un coup de force de trop, de la part d'un gouvernement minoritaire et illégitime, imposé après une dissolution. Tout cela pour faire passer une mesure budgétaire injuste et rejetée par la majorité de la population.

Dans la foulée, La France insoumise a annoncé « Nous censurerons ce gouvernement. » En effet, en cas de 49.3, les députés ne peuvent pas voter, mais ils peuvent faire tomber le gouvernement en proposant une motion de censure qui doit être validée par la majorité des députés. Jusqu'ici, malgré l'usage répété de 49.3 par les macronistes, aucune de ces motions n'était passée. Mais cette fois, elle sera validée.

En effet, le Parti socialiste a annoncé qu'il votera la censure du gouvernement Barnier, l'accusant d'avoir pactisé

Le gouvernement putchiste Barnier/Macron/Le Pen devrait tomber bientôt

avec l'extrême droite. Le groupe RN a aussi fait savoir qu'il votera la chute du gouvernement : « ce texte, comme ce gouvernement méritent la censure ». Le vote aura lieu mercredi.

Les voix totales de la gauche ajoutées à celles du Rassemblement national donnent une large majorité à la censure du gouvernement, avec 332 voix sur 577. Ce serait une première sous la Cinquième République.

C'est donc une question d'heure avant que la France ne se retrouve sans gouvernement. Barnier et ses ministres, qui avaient mis des semaines à être désignés dans la douleur en septembre, vont devoir démissionner. C'est une crise de régime : 2024 se terminera sans gouvernement ni budget, en attendant qu'un autre Premier Ministre soit trouvé par Macron.

Le gouvernement intérimaire devra voter en urgence une « loi spéciale » pour que l'État français continue de fonctionner, notamment de faire tourner ses services publics, en 2025.

Face à cette situation inextricable, Macron peut démissionner, ce qui implique la tenue d'élections présidentielles en urgence, sous 35 jours, avec une probable victoire de l'extrême droite. Il peut aussi utiliser l'article 16, qui lui confère les pleins pouvoirs pour surmonter la crise, et nous basculons officiellement dans la dictature.

Un sondage publié par le journal Le Monde révèle justement ce lundi que seuls 3 % des Français interrogés se disent « satisfaits ou apaisés » de la situation, que 70 % des sondés considèrent que leurs conditions de vie sont « de moins en moins bonnes », que 55 % a du mal à « joindre les deux bouts », et 87 % que le pays est en déclin, soit une augmentation de 18 points depuis l'arrivée au pouvoir de Macron.

La population rejette aussi massivement toutes les institutions : le personnel politique est jugé « corrompu » à 63 %, « non représentatif » à 78 % et « agissant pour ses intérêts personnels » à 83 %. 26 % seulement des sondés font encore confiance au président, et 22% aux députés.

Face à un tel rejet, un seul slogan s'impose : qu'ils s'en aillent tous !

► source et liens : <https://contre-attaque.net/2024/12/02/avis-de-tempete-le-gouvernement-barnier-va-tomber/>



Le gouvernement putchiste Barnier/Macron/Le Pen devrait tomber bientôt

Budget 2025 : Kasbarian menace la paie des fonctionnaires

Macron et les néolibéraux vont-ils précipiter le pays dans un scénario à la Grecque ou à l'Argentine ?

En Grèce, en 2010, alors que l'État ne pouvait plus rembourser sa dette, le FMI avait obligé le gouvernement à imposer un plan d'austérité drastique, notamment des baisses de salaires des fonctionnaires. En Argentine en l'an 2000, les Marchés financiers avaient attaqué le pays lors d'une crise économique majeure. Ce qui avait forcé l'État à suspendre les paies des fonctionnaires. C'est une menace similaire qui a été formulée par le ministre macroniste Kasbarian.

Face au risque d'un rejet du Projet de loi de finances pour 2025, le ministre de la Fonction publique a agité lors d'une interview sur BFM, la possibilité d'un blocage des paies et des remplacements des fonctionnaires.

Les fameux « Mozart de la finance » qui promettaient de redresser l'économie française en sont désormais réduits à menacer la population de mesures qui ont frappé des pays bien moins riches lors de crises économiques insurmontables.

Dans son intervention télévisée le 28 novembre, le ministre Kasbarian a présenté un tableau cataclysmique : « Il y a des conséquences graves à la non-adoption d'un budget. (...) Sur la question de la paie des fonctionnaires, on est en train de préparer tous les scénarios et ils ne sont pas réjouissants ». « Si aucun budget n'est voté, à partir du premier semestre de l'année prochaine, les enveloppes se videront puisque nous sommes sur la base budgétaire de 2024 », a-t-il ajouté. Sous entendu, l'État français pourrait ne pas être en mesure de payer ses propres employés, comme dans un pays en faillite.

C'est une déclaration ahurissante : en tant que ministre de la fonction publique, son rôle est a minima de soutenir les fonctionnaires, les rassurer, leur garantir que leurs salaires seront bien versés. Il fait tout l'inverse, dans le but de les mettre en insécurité. En clair, voici son message : ce sera aux fonctionnaires de payer les erreurs politiques et économiques du gouvernement.

Les syndicats de la fonction publique ont répondu qu'il s'agissait avant tout de « mensonges et de menaces », car il serait illégal de mettre en oeuvre de suspensions de salaires. Les organisations dénoncent un ministre « mercenaire », qui tente de faire planer la menace du pire, alors qu'il applique déjà des mesures désastreuses pour les services publics. C'est une forme de chantage.

Le lendemain de cette interview, le 29 novembre, Kasbarian continuait tranquillement de cogner sur les fonctionnaires lors d'une nouvelle interview : il évoquait des rémunérations au mérite, des suppressions des catégories, la fin de l'emploi à vie, et assénait la formule choc « pas de tabou ». C'est donc une thérapie de choc ultra-libérale pour tous les salariés du public qui est en ligne de mire.

Rappelons que ce ministre est un libertarien d'extrême droite. Le 13 novembre, Guillaume Kasbarian avait vivement salué Elon Musk sur Twitter. Le milliardaire qui est notamment propriétaire de Tesla et de Twitter, venait d'être nommé par Donald Trump à la tête d'un ministère de l'« efficacité gouvernementale ». En clair, il sera chargé de faire des coupes massives dans les services publics, de déréguler les règles de protection de l'environnement ou des travailleurs, et de licencier des fonctionnaires. Voilà la personne qui inspire le ministre français, et dont il disait

s'inspirer des « bonnes pratiques ».

Précisons que Kasbarian n'applique pas lui même la politique d'austérité au sein de son cabinet : en plus des privilèges scandaleux dont bénéficie de ministre d'un gouvernement non élu et sans légitimité, il dispose de 11 collaborateurs à son service à plein temps.

Kasbarian a aussi annoncé ces dernières semaines un plan de destruction des arrêts maladies pour les fonctionnaires. En augmentant la durée de carence en cas de maladie, il va ponctionner le salaire des fonctionnaires en arrêt, pour réaliser, selon ses annonces 1,2 milliard d'euros d'économies. Cela implique que les enseignants, les soignants et autres fonctionnaires devront aller travailler même en étant malade, ou perdre une partie de leur salaire. C'est une attaque gravissime contre la sécurité sociale et une mise en danger des personnes concernées.

Pour justifier cette mesure, il avait prétendu que les arrêts maladie des fonctionnaires étaient en augmentation. En réalité, ils ont diminué : contrairement à ce que le ministre a affirmé, les agents des trois fonctions publiques se sont absentés 12 jours en 2023 pour raison de santé, contre 14,5 jours en 2022. Des journalistes ont découvert qu'en fait, Kasbarian avait utilisé les chiffres de 2020, l'année du COVID, pour appuyer son argumentation. En bon Trumpiste, il a construit une bonne grosse fake news.

Auparavant, le même ministre avait fait voter la loi dite « anti-squatteurs », dénoncée par toutes les associations pour le droit au logement et pour l'aide aux sans-abris.

Si le gouvernement tombe dans les heures ou les jours qui viennent, personne ne regrettera ce sinistre personnage.

► source et liens : <https://contre-attaque.net/2024/12/02/budget-2025-kasbarian-menace-la-paie-des-fonctionnaires/>



Le gouvernement putchiste Barnier/Macron/Le Pen devrait tomber bientôt

Bernard Arnault : celui qui a provoqué le chaos politique

Le milliardaire du luxe choisit qui doit être Premier Ministre : c'est le vrai maître du pays

« Il faut à tout prix éviter un Premier ministre de gauche ! » Voilà ce qu'a exigé le multimilliardaire Bernard Arnault auprès d'Emmanuel Macron et de Nicolas Sarkozy durant l'été. En pleine crise politique, le richissime homme d'affaire, le président en exercice et son prédécesseur se sont vus lors de dîners de vacances entre potes sur la Côte-d'Azur. C'est ce que révélait récemment le journal Le Nouvel Observateur.

Souvenez-vous : en juin, Macron avait lancé une dissolution de l'Assemblée, prenant tout le monde de court, alors que le RN venait de réaliser le plus gros score de son histoire. Son projet était à l'évidence de faire gagner l'extrême droite et de terminer son mandat en cohabitation avec un Premier Ministre issu du RN, ce qui lui aurait permis de finaliser son projet néolibéral-pétainiste.

Malgré tous les efforts des médias dominants, le plan avait échoué, et la coalition de gauche était arrivée en tête. Suite à ce revers électoral, Macron s'était muré dans le silence tout l'été, laissant la France sans gouvernement élu. Ce n'est qu'à la rentrée qu'il avait organisé son coup de force, nommant la droite radicale au pouvoir, alors que le parti Les Républicains n'était arrivé qu'en dernière position des élections.

Trois mois plus tard, voilà où nous en sommes. Ce gouvernement illégitime et minoritaire va tomber, alors qu'il préparait le plan d'austérité le plus violent depuis des décennies.

L'artisan de ce coup de force voué à l'échec est Bernard Arnault. C'est lui qui a fait barrage à une nomination de Lucie Castet, énarque de la gauche (très) molle, au poste de Première Ministre. Pour l'homme d'affaire, pas question de toucher, même de façon minimale, aux intérêts des ultra-riches. En choisissant et en éliminant les possibles chefs de gouvernement, celui qui a été l'homme le plus fortuné du monde pendant des années est, d'une certaine manière, le vrai maître de la France.

Il est ami intime d'Emmanuel Macron et l'accompagne dans les dîners d'État comme les soirées privées. L'entourage du président explique à la presse qu'il existe entre les deux hommes « une filiation intellectuelle, culturelle, un "crush" humain ». Macron lui-même dit de Bernard Arnault qu'il est un « alliage unique de talent insensé, de pudeur extrême, de sensibilité infinie et de patriotisme ». Ce n'est pas de l'amitié, c'est une brosse à reluire.

Pendant l'été donc, le patron de LVMH a activé son pouvoir et ses réseaux pour faire barrage à la gauche et empêcher toute hausse d'impôt. Le président de la République invitait ainsi le 25 juillet à l'Élysée « un parterre de grands patrons internationaux pour les rassurer sur ses intentions pro-business ». Traduction : il comptait piétiner le résultat d'élections qu'il avait lui-même convoquées, pour faire plaisir à son ami milliardaire.

L'empire de Bernard Arnault est au cœur des cercles de pouvoir. Sa femme, Hélène Mercier-Arnault, est amie avec Brigitte Macron qu'elle rencontre régulièrement. La Première Dame a d'ailleurs enseigné à deux des cinq enfants Arnault, Frédéric et Jean, dans un lycée privé.

En 2021 le couple présidentiel est allé inaugurer La Samaritaine à Paris, rachetée et rénovée par Bernard Arnault. Le président s'était enflammé : « Le groupe LVMH illustre le génie français » et appelle le milliardaire « [son] cher Bernard ». C'était la première fois qu'un président en exercice se déplaçait pour l'ouverture d'un grand magasin.

Le secrétaire général du groupe LVMH est lui-même conseiller départemental du Parti Socialiste. Il avait d'ailleurs contacté l'ancien Ministre macroniste du Budget, Laurent Saint-Martin pendant l'été. Nicolas Bazire, membre du comité exécutif de LVMH, a été témoin de mariage de Nicolas Sarkozy, mais il a aussi été membre de la Cour des

Comptes.

De son côté, le groupe LVMH a recruté le bras droit de Macron, Ismaël Emelien, comme « conseiller ». Et les ministres de Macron sont régulièrement invités aux événements de la Fondation Louis Vuitton. C'était le cas lors du concert privé de Jay-Z en avril, en pleine mobilisation sur les retraites. Le multimilliardaire a vu passer dans son bureau tous les futurs ministres, Gabriel Attal, Gérald Darmanin, Sébastien Lecornu etc. La maire de Paris Anne Hidalgo déjeune aussi régulièrement avec lui.

Le pouvoir en France est décidément détenu par un petit nombre de mains : quelques familles qui possèdent les médias, des cabinets de conseils privés, une bande de managers sociopathes et une poignée de milliardaires copains avec les présidents.

Le militantisme de Bernard Arnault ne se limite pas à empêcher Lucie Castets d'être Première Ministre. Une fois Michel Barnier nommé à Matignon, Bernard Arnault a vivement protesté contre les annonces du nouveau Premier ministre, lorsque ce dernier a évoqué des mesures « justice fiscale » en 2025, notamment la mise à contribution des plus riches. Des gros mots pour Bernard. Selon le Nouvel Obs, ces paroles auraient « ulcéré » le multi-milliardaire. Barnier, encore trop à gauche pour le patron de LVMH.

Bernard Arnault est responsable du chaos politique, mais il va aussi se présenter comme une solution. Macron va devoir nommer prochainement un nouveau gouvernement. On peut déjà se demander quel sera le choix du milliardaire pour le Premier Ministre : Gérald Darmanin ? Bruno Retailleau ? Plus à droite encore ? N'importe qui tant que le capitalisme triomphant n'est pas entravé.

En 2023, le patron de LVMH a réalisé 15 milliards d'euros de bénéfices nets. Cet été, les Jeux Olympiques ont été à sa gloire, sponsorisés par son entreprise, de nombreux passages publicitaires montrant des produits de la marque LVMH ont été insérés dans la cérémonie d'ouverture, vue par plus d'un milliard de spectateurs.

Bernard Arnault ne manque aucune occasion de rappeler qui est le patron.

► source et liens : <https://contre-attaque.net/2024/12/03/bernard-arnault-celui-qui-a-provoque-le-chaos-politique/>